

TEL UN FUNAMBULE...



Le Major général Ya'ir Naveh, commandant du centre d'Israël, s'est livré avec le Rédacteur en chef de SHALOM à un tour d'horizon empreint de lucidité et de pragmatisme. (Photo: Bethsabée Süßmann)

Par Roland S. Süßmann

La situation semble paradoxale: le gouvernement israélien s'apprête à appliquer des mesures unilatérales de retrait pour faire avancer un processus de paix qui n'existe pas et, parallèlement, les Arabes continuent à perpétrer leurs actes de terrorisme en s'attaquant régulièrement à des agglomérations juives en Israël. C'est dans ce contexte difficile que nous avons été à la rencontre du *Major général YAÏR NAVEH*,

qui vient d'être nommé à la tête de ce que l'armée appelle le Commandement central d'Israël, qui comprend tout le territoire de la Judée et de la Samarie, inclus la vallée du Jourdain.

Ya'ir Naveh est le seul général ayant atteint les plus hauts rangs de l'armée qui est un Juif pratiquant portant la kippa. En raison de sa carrière militaire très riche et variée (il a entre autres commandé les forces militaires israéliennes à Gaza), il dispose d'une grande expérience, du discernement et de la



«Nous limitons les risques d'attentats en étant présents dans les villes arabes et en y patrouillant régulièrement.»

sagesse nécessaires pour occuper un poste aussi essentiel. Tel un funambule, il devra mener à bien sa nouvelle tâche en évitant de basculer dans l'un des nombreux pièges que cette situation complexe comporte, car les conséquences seraient terribles.

C'est à Tel-Aviv, dans les nouveaux bâtiments du commandement général des Forces de défense d'Israël et du Ministère de la Défense que le général Naveh nous a très chaleureusement reçus. Pour la petite histoire, il est intéressant de noter que nous étions les tout premiers journalistes étrangers autorisés à pénétrer dans ce gratte-ciel forteresse, où il faut disposer de toute une série de «pattes blanches» pour pouvoir accéder.

Quelles sont les tâches essentielles auxquelles vous serez confronté dans votre nouvelle affectation ?

L'armée d'Israël se prépare actuellement à faire face à un certain nombre d'activités particulières en ce qui concerne son travail en Judée et en Samarie, région dont je viens de reprendre le commandement général. Notre souci principal porte sur la lutte contre le terrorisme. Abou Mazen a été élu et dit qu'il est opposé à la violence et à l'utilisation de celle-ci en tant que moyen politique. Nous savons qu'il est très faible; le Hamas est bien implanté et le Hezbollah finance la majorité de l'activité du Fatah, par conséquent nous sommes confrontés à de sérieuses me-

naces et activités terroristes. Dès les premiers jours de 2005, nous avons arrêté un grand nombre d'Arabes munis d'explosifs, prêts à se faire exploser dans les lieux publics à Tel-Aviv, à Haïfa et à Netanya. Nous devons donc tout faire afin de prévenir tout acte de terrorisme dans l'un des grands centres urbains d'Israël, dans les villes et villages de Judée-Samarie et bien entendu contre nos soldats. Cela dit, en admettant qu'Abou Mazen arrive à stabiliser son gouvernement et à imposer son autorité, il en découlera inévitablement une négociation avec Israël, dont le premier élément concernera la libération de prisonniers. Bien que nous apprécions le fait de n'avoir qu'un seul interlocuteur qui représente une seule autorité centrale, une seule forme de loi et une seule force militaire, je ne suis pas persuadé que cet état de choses corresponde à la réalité dans un délai rapproché. Avant de libérer certains prisonniers, il est impératif de nous assurer qu'ils ne constituent pas un risque sécuritaire fondamental: nous devons connaître leurs contacts politiques, leurs affinités et savoir par qui ils seront contrôlés. Il ne s'agit pas d'une évaluation facile, mais nous ne pouvons pas prendre de risques sécuritaires inconsidérés pour donner une chance à un processus politique dont nous ne savons pas où il nous mènera. Parallèlement, nous n'avons pas les moyens de bloquer un processus de négociations qui comporte quelques chances de calmer la situation. Abou Mazen n'est



«Avant de libérer certains prisonniers, il est impératif de nous assurer qu'ils ne constituent pas un risque sécuritaire fondamental.»

pas Arafat. Pour l'instant, ses déclarations ne sont pas de caractère fondamentalement belliqueux. Cela dit, nous devons encore évaluer quelles sont ses intentions réelles et ses capacités d'agir. Nous avons appris à ne pas nous fier à de belles paroles, à juger et à agir en fonction des actes. M. Mazen semble être de bonne volonté, mais nous devons rester extrêmement vigilants, ses démarches ne comportant pas que des potentialités mais aussi un grand nombre de dangers. N'oublions pas que la haine d'Esau et son désir d'éliminer Jacob (dont l'autre nom est Israël) n'ont pas faibli et sont toujours très vivaces sous toutes leurs formes. Il m'incombera également d'appliquer le programme de désengagement gouvernemental, dont l'essentiel se déroulera à Gaza. Toutefois, les quatre villages juifs concernés, situés au nord de la Samarie, sont directement du ressort de mes responsabilités.

Pensez-vous qu'il s'agisse là de votre plus important défi?

Il faut bien comprendre que cette question dépasse de très loin le simple fait de déloger 12'000 Juifs de leurs foyers. Il s'agit d'une démarche très douloureuse, qui crée un fossé profond au sein même de l'État et dans les relations entre les citoyens, ce qui en définitive risque de mener à un conflit de société très conséquent qui marquera le pays et la popula-

tion pour très longtemps. Je comprends parfaitement la souffrance de la population juive de Gaza, dont j'ai été le commandant pendant trois ans et demi au cours de la guerre actuellement en cours. Je connais donc personnellement la majorité des gens qui y habitent. Comme en Judée et en Samarie, il ne s'agit pas de personnes venues s'établir à Gush Katif au cours des dernières années, ce sont des familles qui y vivent depuis plus de trente ans et où les grands-parents ont vu naître leurs petits-enfants. Nous allons non seulement détruire le travail de toute une vie, mais aussi la vision nationale et les perspectives d'avenir d'un groupe d'individus qui, depuis pratiquement trois générations, a bâti une infrastructure dans une région désertique tout en étant sur la ligne de front des agressions arabes. En plus de leurs efforts, ces gens ont payé un lourd tribut en sang et ce tant au niveau individuel que familial et communautaire. C'est pour toutes ces raisons que nous allons agir avec énormément de peine et le cœur gros, mais nous sommes l'armée de l'État d'Israël et en tant que telle, nous devons appliquer les décisions prises par le gouvernement démocratiquement élu. Cela dit, je crains que cette situation ne nous mène à une conjoncture conflictuelle à l'intérieur même de l'armée. Nous commençons déjà à percevoir dans nos rangs les prémices d'un front qui, pour l'instant, ne concerne que quelques dizaines de soldats, mais qui risque de prendre de l'ampleur. Un



C'était hier. Ariel Sharon en visite à Gush Katif encourageant les habitants et les félicitant pour leur action de pionnier sur la ligne de front d'Israël. Le Major général Yaïr Naveh était alors commandant de la région de Gaza.

tel processus est extrêmement dangereux car en définitive, il ne concerne pas uniquement la liquidation de certains villages juifs, il peut mener à une situation anarchique où celui qui dispose d'un peu d'autorité dira quoi faire aux soldats. Il faut savoir qu'en Israël, l'armée constitue l'expression physique du consensus national. C'est l'organisation où toutes les opinions politiques restent à l'entrée, libre à chacun de les reprendre à la sortie. A l'intérieur, il n'y a qu'une seule loi, celle du commandement unique. Si celui-ci perd son pouvoir, cela donnera d'abord libre cours à toutes les formes et à tous les excès de la haine gratuite et sans fondements (*Sinat Hinam*) et je n'exclus pas qu'à moyen terme, ceci se développe en une guerre civile. Une coupure très profonde dans notre société peut mener très rapidement au développement de la violence entre les citoyens. Je pense que ce danger est bien plus grand que l'ensemble des menaces du monde arabe. Historiquement, je voudrais rappeler que nous avons été expulsés d'Israël à plusieurs reprises: la première fois lorsque Joseph a été vendu par ses frères; la deuxième, quand nous avons été exilés vers Babylone en raison d'une conduite idolâtre et immorale; finalement, lorsque nous avons versé le sang de nos frères dans une guerre civile uniquement motivée par cette même haine gratuite qui nous guette aujourd'hui, le pays a été envahi par les Romains, ce qui a marqué le début d'un exil de deux mille ans! D'autres exemples de notre histoire démontrent que lorsque nous sommes

unis, nous sommes capables de survenir à toutes nos difficultés et à battre nos ennemis. Nous n'avons pas de grands problèmes à combattre le terrorisme et à faire face aux menaces qui émanent du monde arabe ou de l'Iran. Là où nous sommes véritablement confrontés à un défi de taille, dont l'enjeu est la survie de l'État en tant que nation juive, c'est lorsqu'il s'agit de gérer des problèmes qui touchent à nos corps, à nos âmes et aux fondements mêmes de notre être en tant que Juifs. Nous devons donc tout entreprendre afin d'éviter la scission au sein de notre société et en ma qualité de commandant du centre du pays, ceci constitue l'une des parties les plus importantes de mes responsabilités.

Vous nous avez énuméré les défis essentiels auxquels vous êtes appelé à faire face. Concrètement, comment allez-vous vous y prendre, alors que les Arabes tirent quotidiennement sur des agglomérations juives?

En ce qui concerne le terrorisme, nous sommes en permanence sur le qui-vive et entreprenons les actions défensives et offensives qui s'imposent. Pour ce qui est de votre évocation de la situation à Sderoth et dans le Gush Katif, il faut savoir que militairement, dans certains cas, il est plus simple de combattre des forces importantes que des petits attaquants. Nous disposons d'une technologie militaire de tout premier plan pour combattre les SCUD ou



«A Nitzanit, comme dans tout le Gush Katif, nous allons détruire le travail de toute une vie, la vision nationale et les perspectives d'avenir d'un groupe d'Israéliens qui, depuis pratiquement trois générations, a bâti une infrastructure dans une région désertique tout en étant sur la ligne de front des agressions arabes.»

pour utiliser des satellites sophistiqués pour les besoins de notre défense. Toutefois, un problème militaire simple peut certaines fois avoir des implications énormes et un calcul s'impose pour savoir ce qui est judicieux de faire. Nous avons la possibilité d'arrêter tous les tirs de Kassam et de mortiers sur les villages que vous avez cités mais pour cela, il nous faudrait entreprendre une action militaire d'envergure impliquant l'occupation de pratiquement la totalité de Gaza par trois ou quatre divisions. Nous devrions rappeler sous les drapeaux environ la moitié de nos réservistes pour une période de six mois à un an, ce qui signifie la mobilisation d'un grand nombre d'hommes avec toute la logistique que cela implique, sans parler des conséquences d'une telle mobilisation sur la situation économique. A ce jour, Israël n'a pas la volonté de se lancer dans une telle opération. Il ne faut pas oublier que Gaza est entourée d'un mur de protection grâce auquel nous avons réussi à endiguer toute forme de terrorisme dans les grands centres urbains qui émanaient de Gaza. Il est vrai qu'aujourd'hui, les Kassam et autres formes d'obus tuent et causent des dommages importants dans les agglomérations qui se trouvent immédiatement aux portes de Gaza, mais je ne crois pas que le gouvernement se lancera dans une opération d'envergure pour mettre un terme définitif à cette forme d'agression. L'armée arrive à endiguer la majeure partie des attaques, cela ne signifie pas qu'elle se repose sur ses lauriers, bien au

contraire. Nous sommes sur le point de mettre en place un certain nombre d'éléments technologiques et stratégiques qui nous permettront de combattre et de prévenir ce type d'attaques. Pour en revenir à notre combat contre le terrorisme, je dois aussi souligner que depuis qu'en Judée et en Samarie nous sommes installés dans les villes arabes et dans leurs périphéries immédiates, notre action est facilitée. Nous devons être présents dans ces centres car pour l'instant, il n'y a pas de clôture de séparation. Il faut se souvenir qu'il y a un an encore, nous devions faire face à une vague de terrorisme qui faisait sauter des bus à Tel-Aviv et à Jérusalem, dont les auteurs provenaient de la Judée et de la Samarie, mais pas de Gaza. A juste titre, la priorité a donc été donnée au combat dans ces régions, afin de mettre un terme au terrorisme. Sur ce point précis, nous avons réussi. La question est donc de savoir si oui ou non - et quand - nous allons nous lancer dans le même type d'opérations. Cela dit, nous devons voir ce qu'Abou Mazen fera effectivement, si son but est, sous de belles paroles, de continuer la politique d'Arafat, ou s'il est capable d'agir. Pour notre compte, nous continuons notre combat. Nous serons très rapidement fixés.

Pensez-vous qu'il existe un risque que des agressions aux roquettes Kassam puissent être lancées depuis la Judée ou la Samarie?

Tant que nous sommes présents dans les villes ara-



«La barrière de sécurité constitue un plus stratégique de tout premier plan.»

bes, que nos soldats y patrouillent régulièrement et que, par conséquent, ils repèrent immédiatement les ateliers de fabrication, ce risque est pour ainsi dire inexistant. A Gaza, où nous ne sommes pas installés, ce genre d'activités peut se dérouler sans encombre. Si nous devons sortir des villes de Judée-Samarie ou nous poster à l'extérieur de celles-ci et que les forces d'Abou Mazen n'entreprenaient pas les démarches nécessaires pour assurer un minimum de sécurité, je pense que le problème pourrait se poser assez rapidement.

Concernant la barrière de sécurité que vous avez évoquée, on entend plus parler des jugements de blocage de la Haute Cour de Justice et des contestataires que de l'évolution de la construction effective sur le terrain. Les travaux continuent-ils et avez-vous vraiment l'intention de la terminer un jour ?

Cette barrière constitue un plus stratégique de tout premier plan. Nous devons en continuer la construction rapidement, car il est démontré qu'elle constitue un élément sécuritaire efficace et assure une séparation saine entre les populations et ce aussi bien du point de vue économique que démographique. Son tracé définitif vient d'ailleurs d'être fixé par notre gouvernement.

Vous nous avez dit que le Hezbollah finance le Fatah. Parallèlement, la Syrie est sur le point de recevoir des nouvelles fusées sol-air de la Russie. Il ne fait aucun doute que celles-ci sont destinées au Hezbollah qui

n'hésitera pas à les donner au Fatah. Comment allez-vous combattre cette nouvelle donne ?

Le Hezbollah a établi un barrage de milliers de roquettes Katyoucha au Sud-Liban. Malheureusement, le Liban n'a pas fait face à ses responsabilités et a retiré ses forces du sud du pays. Quant aux forces de l'ONU, elles brillent également par leur absence. Cela dit, dans l'ensemble et pour l'instant, le Hezbollah se tient tranquille et ne se lance que de temps en temps dans des actions violentes. Ceci est dû au fait qu'il sait très bien que toute attaque contre nos forces sera très durement réprimandée par notre aviation. Les nouvelles fusées dont vous parlez, les SA-18 de fabrication russe, risquent de remettre en question la capacité d'intervention au Sud-Liban de notre aviation, qui domine les cieux de cette région. Je pense qu'il s'agit d'un problème qui dépasse de très loin l'aspect localisé du conflit entre notre frontière nord et le Sud-Liban et que nous sommes face à une remise en question de l'équilibre des forces au Moyen-Orient. Le traitement de cette question doit se faire par le biais de la diplomatie silencieuse et en toute discrétion. Pour cette raison, la question d'un éventuel transfert d'un tel armement du Hezbollah vers le Fatah ne peut pas encore être sérieusement évoquée.

Concernant la lutte contre le terrorisme, il est difficilement compréhensible que la puissante armée d'Israël ne soit pas à même de bloquer la construction des tunnels qui passent sous la frontière égyptienne.

Il faut bien comprendre que les tunnels sont creusés au départ de maisons privées et qu'il est très difficile de les découvrir, car ils descendent jusqu'à 25 m de profondeur. Ces galeries souterraines constituent une excellente entreprise, car une prime de 5000 dollars est versée pour chaque passage ainsi creusé. Il s'agit actuellement de la meilleure affaire en cours à Rafiah. Une fois établis, les terroristes n'ont aucune difficulté à faire passer des armes, des hommes et tout autre matériel qui leur est utile. Il n'existe à ce jour aucune technologie nous permettant de découvrir ces tunnels. Le seul moyen est d'aller de maison en maison, tout en étant conscients que pour chaque tunnel que nous mettons à jour, il en existe un autre que nous n'avons pas trouvé ! Heureusement, il n'y a pas de tunnels en Judée et en Samarie, la configuration du sol ne s'y prêtant pas. La région de Gaza est sablonneuse alors que la Cisjordanie est constituée de roches montagneuses.

Venons-en à ce que vous avez appelé votre plus important défi, le désengagement. Pratiquement, comment pensez-vous que cela va se passer ? Assisterons-nous à cette situation où d'un côté, il y aura des civils juifs refusant de sortir de leurs foyers, en face d'eux l'armée juive les menaçant avec des mitrailleuses ou des tanks, d'un troisième côté les mé-



«Notre tâche essentielle est d'éviter que, malgré l'éviction de Juifs de leurs maisons, l'anarchie ne s'installe et que la guerre civile ne nous guette.» (Photo: Bethsabée Süßmann)

dias qui se feront un malin plaisir de transmettre à travers le globe la violence entre Israéliens, et finalement les Arabes qui tirent sur tout le monde ?

Comme je vous l'ai dit, nous nous trouvons face à une décision gouvernementale et c'est le rôle de l'armée d'exécuter les ordres. A ce jour, tout indique que les expulsions en tant que telles seront effectuées par la police, qui a l'autorité d'arrêter les manifestants et les opposants à l'ordre. J'espère profondément que nous arriverons à réaliser le désengagement par le biais de la négociation et qu'une grande partie des personnes concernées accepteront de partir de leur plein gré. En ce qui concerne ceux qui refuseront de quitter dans le cadre d'un accord, malgré toute la peine que cela nous fera, nous devons faire le nécessaire pour les faire partir avec un minimum de violence et un maximum de dignité. Nous allons fermer les secteurs, transférer les gens dans des hôtels, puis emballer, déménager, stocker leurs affaires et les aider à s'installer progressivement dans leurs nouvelles maisons. Nous serons confrontés à une situation dont nous devons sortir avec un minimum de dégâts, mais il ne serait pas acceptable que l'armée recule ou qu'elle soit mise en position de ne pas pouvoir mener à bien sa mission, aussi pénible soit-elle. Ceci ouvrirait la porte à l'anarchie au sein de l'armée même et demain, face à une action contre une force ennemie, chaque soldat estimerait ne pouvoir en faire qu'à sa tête. Nous

allons mener toute cette affaire si possible sans utiliser d'armes, par la persuasion et la négociation. Nous fermerons ces zones à la presse afin d'éviter les provocations inutiles et mettrons tout en œuvre pour traiter les femmes et les enfants avec un maximum de délicatesse. Nous agirons de manière à ce que cette démarche dure et difficile pour tous se déroule dignement, mais avec fermeté et détermination.

Pour terminer, une question personnelle. Vous êtes le premier major général qui porte la kippa. A titre personnel, comment vivez-vous cette problématique du désengagement et de l'expulsion des Juifs de leurs foyers ? Avez-vous quelques doutes et sentiments ou estimez-vous que dans cette affaire, vous avez une mission à remplir et que vos sentiments personnels n'ont pas leur place ?

Il est impossible de stopper brusquement mes sentiments, mes idées et mes conceptions de la vie et de l'État d'Israël. Aujourd'hui, je suis simplement placé devant un choix qui se présente sous deux alternatives: l'une mauvaise et l'autre très mauvaise. Comme toujours dans la vie, dans ces cas-là, c'est la moins pénible des deux qui l'emporte. Dans le cas présent, la «mauvaise» alternative est celle qui consiste à participer à l'éviction de Juifs de leurs maisons; la «très mauvaise» est celle de permettre que l'anarchie s'installe et que la guerre civile nous guette.